

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

23 Septembre 2019

Rédacteurs

Gestion

Recherche Economique

Signaux forts

Deux événements d'importance capitale ont animé les marchés financiers ces derniers jours. Les perturbations des marchés pétrolier et interbancaire américain représentent en effet un sérieux avertissement sur la fragilité du système économique et financier international et nous rappellent les potentiels effets de transmission destructeurs qui n'ont pas été amoindris depuis 2008. Nos Perspectives Economiques et Financières ont souligné depuis des années l'existence de 3 clés, les matières premières, le pétrole et le dollar. Force est de constater que les fondements sont attaqués!

Sommaire

Suivi des marchés p2

Marchés obligataires
Marchés des changes
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3

Etats-Unis
Europe
Asie

Tableaux synthétiques p6

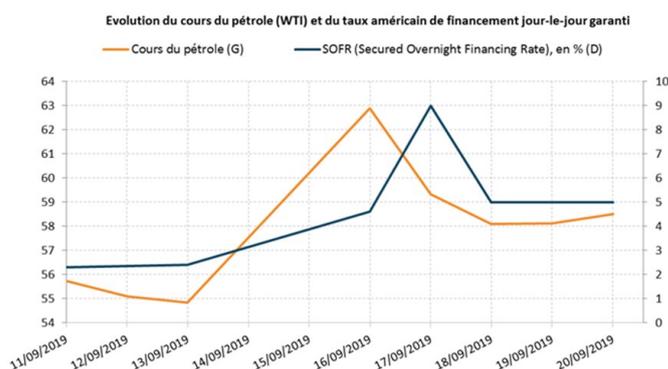
Indicateurs macro
Indicateurs de marchés

La croissance mondiale a besoin de paix pour prospérer. Or, la paralysie de la moitié des capacités saoudiennes souligne la nécessaire vision stratégique pour qui veut appréhender avec entièreté l'allocation d'actifs d'un portefeuille global. Au-delà de la vitesse de reconstruction de la logistique de l'Arabie Saoudite, on ne pourra que constater le rapprochement entre la Chine, importateur de pétrole mais aussi premier importateur de gaz naturel liquéfié, et la Russie. Cet acte de guerre doit être aussi replacé dans la lignée des incidents de l'été dans le détroit d'Ormuz par lequel l'Iran « sous sanction » voit passer près d'un quart des exportations mondiales de pétrole.

La croissance mondiale a besoin aussi de financement. La gravité des blocages de l'un des principaux marchés au monde est symptomatique de l'existence d'inadéquations entre les besoins de financement de l'activité économique et l'organisation du système bancaire. C'est une véritable alerte pour les marchés du crédit alors que nous soulignons depuis longtemps les effets de raréfaction du dollar qui ont découlé de la politique de réduction du bilan de la FED. Nous surveillerons avec attention les courroies de transmission de cet incident, faussement circonscrit dans le temps à des raisons techniques, sur le circuit des financements internationaux. Il pourrait plus gravement cristalliser une perte de confiance entre les intervenants.

[Ces 2 signaux forts ont fait l'objet d'un « éclairage » sur notre site internet]

Evolution taux interbancaire et pétrole



«Nos Perspectives Economiques et Financières ont souligné depuis des années l'existence de 3 clés, les matières premières, le pétrole et le dollar. »

Suivi des Marchés

Obligataires

Sur la semaine, les rendements repartent à la baisse impactés par des tensions au Moyen-Orient (suite aux attaques d'une raffinerie en Arabie Saoudite), par la baisse des taux directeurs de la Fed et par des indicateurs macroéconomiques contrastés. Aux Etats-Unis, au-delà de la diminution du taux à 10 ans de 17 points de base (pbs) à 1,72% on retiendra également l'émergence de tensions fortes sur le marché du « repo » où le taux SOFR a touché 10%, poussant la Fed à offrir 75Mds\$ de liquidités sur ce marché. En Zone Euro, les taux souverains sont également en baisse de 5 à 7pbs sur les références à 10 ans à -0,52% en Allemagne, -0,22% en France et 0,23% en Espagne. L'Italie fait figure d'exception avec des taux en hausse (+5pbs à 0,92% sur le 10 ans) suite au départ de Matteo Renzi du parti démocrate. Dans ce contexte de rendements proches des points bas historiques nous n'effectuons pas d'investissement dans les portefeuilles.

Changes

L'Euro recule de -0,6% sur la semaine face au Dollar à 1,101 Dollar pour un Euro. Face au Sterling, la monnaie européenne recule de -0,8% à 0,882 Sterling pour un Euro. Enfin, l'Euro est en baisse de -0,8% face au Yen à 118,8 Yens pour un Euro.

Actions

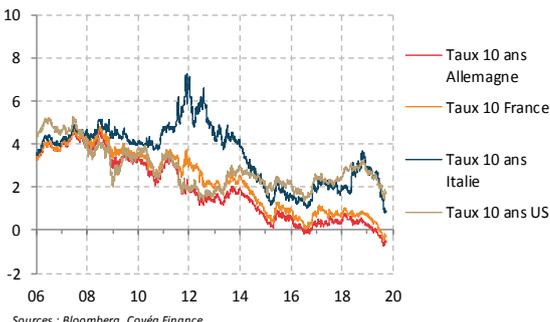
L'indice MSCI EMU (Union Economique et Monétaire) affiche une hausse modeste de 0,1% sur la semaine dans un contexte de tensions géopolitiques exacerbées avec l'attaque sur des installations pétrolières saoudiennes et des déséquilibres sur le marché interbancaire nord-américain. Dans ce contexte, l'énergie est en tête avec une performance de +5,0% ainsi que les secteurs défensifs tels que l'immobilier (2,9%) et les services aux collectivités (+2,1%). A l'inverse, les secteurs cycliques sous-performent à l'instar des matériaux (-2,3%) et de la consommation (-1,4%).

Au niveau géographique, les indices à forte composante pétrolière comme la Norvège (+2,2%) et l'Autriche (+1,2%) dominent les classements alors que l'Irlande (-2,5%) est pénalisé par le poids des valeurs exposées aux matériaux de construction. Sur la semaine, les indices de petites capitalisations (-0,1%) sous-performent les grandes valeurs MSCI EMU (+0,1%) et MSCI Europe (+0,3%) si bien que le MSCI EMU (+16,9%) conserve une légère avance sur le MSCI Small Cap (+16,5%) depuis le début de l'année.

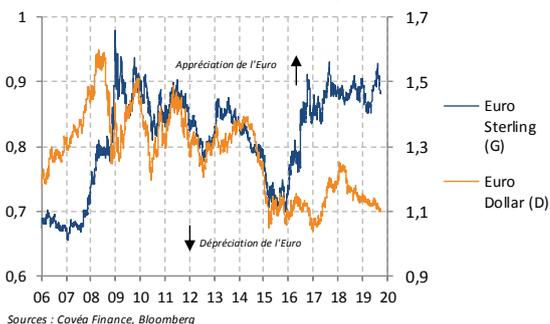
Semaine de performances divergentes en Asie qui dénotent avec les semaines précédentes où les performances étaient très liées aux évolutions des tensions commerciales. La Corée du Sud, marché d'Asie du Nord le plus en retard de la région, profite de la forte hausse de Samsung Electronics. L'Inde a également bien réagi à l'abaissement du taux d'imposition des sociétés avec un taux préférentiel pour les nouvelles sociétés manufacturières. Le Japon est stable sur la semaine malgré la faiblesse des données macroéconomiques récentes. Du côté des moins bons performeurs, la Chine corrige le plus fortement sur la semaine.

Le S&P500 est en baisse de 0,5% sur la semaine notamment sur la séance de vendredi alors que les angoisses sur les négociations commerciales reprenaient avec l'annulation d'un déplacement de représentants chinois prévu dans des fermes du Montana aux Etats Unis. D'un point de vue sectoriel les Foncières et les services aux collectivités, valeurs sensibles aux taux, enregistrent les plus fortes hausses suite à la décision de la FED et son impact sur le 10 ans américain. La santé fait toujours office de secteur défensif et le secteur de l'énergie est également en progression, tiré par la hausse du cours du pétrole suite à l'attaque de drones sur les usines de Saudi Aramco.

Taux d'intérêt à 10 ans



Marché des changes



Indices actions (base 100 en 2006, devises locales)

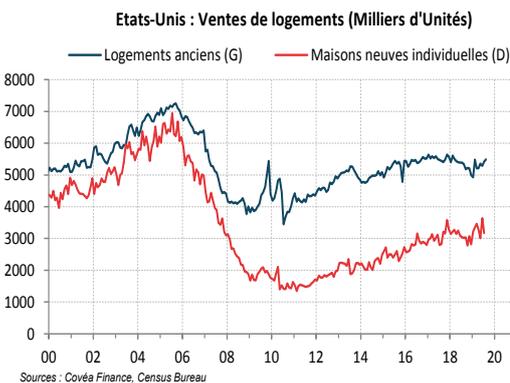


Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Bénéficiant de la baisse des taux, l'activité dans l'immobilier résidentiel se redresse »

Aux **États-Unis**, la semaine a été marquée par la réunion de politique monétaire de la réserve fédérale. Le comité a réduit de 0,25% la fourchette cible du taux directeur, l'établissant à [1,75%;2%]. Si elle était attendue, cette décision est néanmoins loin d'avoir fait l'unanimité : deux membres se sont prononcés pour un statu quo, un autre pour une baisse de 0,50%. Les

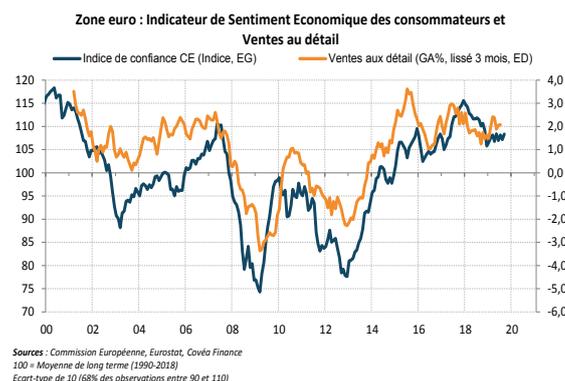


projections individuelles des membres du comité de politique monétaire (FOMC) mettent aussi au jour de fortes dissensions au sein du FOMC quant à l'orientation du taux directeur : 7 membres envisagent une baisse supplémentaire d'ici la fin d'année, 5 un statu quo et 5 autres étaient a priori en opposition avec la baisse de septembre. Le communiqué n'a que très peu été modifié par rapport à la réunion de juillet, suggérant le maintien d'un biais baissier. En conférence de presse, Jerome Powell a justifié le mouvement par la montée des tensions commerciales, le ralentissement de l'économie mondiale et la faiblesse de l'inflation. Il a par ailleurs estimé que l'économie américaine était toujours en situation favorable, un élément visible dans la révision haussière de la prévision de croissance pour 2019 (2,2% contre 2,1% en juin). Concernant les récentes tensions sur les marchés monétaires américains, le Président de la Fed a tenu à minimiser leur implication pour l'orientation de la politique monétaire. Il a estimé que les opérations temporaires d'apport de liquidité ont été efficaces pour réduire la pression haussière sur les taux et que d'autres pourront être conduites, si besoin, pour assurer un niveau de liquidité adéquat. Dans le même but, une reprise de la croissance du bilan pourrait intervenir plus rapidement que ce qui avait été envisagé jusqu'à présent par le comité. Vendredi, la Fed de New York a annoncé qu'une série d'opérations de repo à un jour sera conduite jusqu'au 10 octobre, ainsi que 3 opérations de repo à terme (14 jours), afin de stabiliser les taux *fed funds* dans la fourchette cible. Sur le plan de l'activité économique, les effets positifs du changement de cap de la Réserve fédérale vers une position plus accommodante depuis le début d'année sont de plus en plus visibles dans le secteur immobilier. Les acheteurs bénéficiant de la baisse des taux d'intérêt, le rythme des ventes dans l'ancien s'est nettement redressé au cours des derniers mois, atteignant 2,6% en glissement annuel, après être resté en territoire négatif de mars 2018 à juin 2019. Les mises en chantier et les permis de construire affichent également leur dynamisme en août et touchent un nouveau point haut de ce cycle. Dans l'industrie, la production a enregistré une progression marquée en août (+0,6% en glissement mensuel), tirée à la fois par les secteurs minier (+1,4%) et manufacturier (+0,5%). Cette bonne publication, quelque peu à rebours des indicateurs d'enquête dans le manufacturier, ne permet pas pour autant d'infléchir la dynamique annuelle qui reste modeste à 0,4%.

Europe

« La confiance des consommateurs demeure bien orientée en septembre »

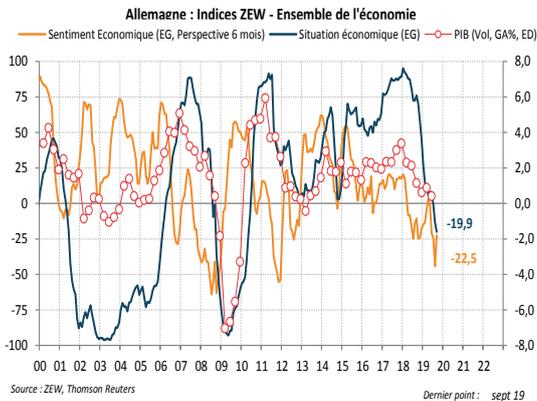
En **Zone Euro**, l'indicateur de sentiment économique de la Commission Européenne sur la consommation progresse très légèrement et demeure, au mois de septembre et selon l'estimation préliminaire, sur des niveaux historiquement élevés indiquant une progression de la consommation. La résilience de la demande domestique, au moins du côté des ménages, semble donc se poursuivre au mois de septembre. En **Italie**, les nouvelles commandes à l'industrie pour le mois d'août décrivent toujours un secteur industriel déprimé. Elles reculent sur le mois de 2,9%, ce qui porte la variation annuelle à -3,7%. Ces données n'indiquent pas, à l'instar des indicateurs prospectifs (PMI, indice de la



commission européenne), une reprise du secteur manufacturier italien à court terme. En **Allemagne**, l'indicateur ZEW, réalisé à partir d'une enquête auprès d'analystes financiers, décrit une nouvelle dégradation de la situation économique présente d'août. L'indice correspondant se détériore à nouveau pour atteindre -19,9, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis la crise financière. En revanche, l'indicateur de sentiment économique sur les perspectives à six mois, bien qu'il reste largement en territoire négatif, se reprend nettement sur le mois (+20 points environ). Ce rebond traduit une meilleure perception de la part des investisseurs vis-à-vis des négociations commerciales par rapport au mois précédent. Il démontre également la grande volatilité de l'indicateur ZEW. Au niveau

Suivi Macroéconomique

politique, en **Espagne**, Pedro Sanchez, chef du gouvernement et secrétaire générale du PSOE, n'est finalement pas parvenu à former une coalition de gouvernement avec le parti d'extrême-gauche Podemos. En conséquence, le parlement espagnol sera dissous et de nouvelles élections législatives se tiendront le 10 novembre. Aux **Pays-Bas**, quelques jours après l'appel de la BCE à mettre en place un stimulus budgétaire en Zone euro, le gouvernement a dévoilé, dans son budget 2020, une posture fiscale légèrement plus expansionniste en lien avec des diminutions d'impôts pour les ménages. Le pays conserverait toutefois



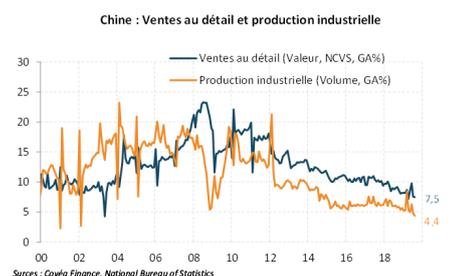
un excédent de 0,3% en 2020 (contre 1,2% en 2019). L'éventuelle mise en place d'un fond d'investissement de 50 milliards d'euros, évoquée par Mario Draghi lors de la conférence de presse de la BCE, a été repoussée à l'année prochaine. En **Allemagne**, le gouvernement a finalement dévoilé un plan d'investissement de 54 mds€ (1,7% du PIB environ) destiné à accompagner la transition du pays vers les énergies « vertes ». Ce plan d'investissement, qui s'articulera sur quatre ans, de 2020 à 2023, comprend notamment la mise en place de réductions fiscales et des investissements. Le gouvernement allemand maintient toutefois sa volonté de conserver un budget équilibré.

Au **Royaume-Uni**, l'inflation décélère au mois d'août et atteint 1,7% (contre 1,9% le mois précédent), son plus faible niveau depuis 2017. Cette baisse s'explique principalement par la moindre contribution de la composante loisirs et culture, en lien avec une diminution des prix des jeux vidéos, ainsi que par une contribution négative de la composante habillement. Le recul de l'inflation, dans un contexte d'accélération des salaires, pourrait soutenir la consommation britannique. Toutefois, la dépréciation récente de la livre et les perturbations sur le marché du pétrole devraient tirer à la hausse la dynamique des prix. Du côté des ménages, les ventes au détail reculent de 0,3% sur le mois d'août. Le recul des ventes sur internet, qui progressaient très nettement au mois de juillet, explique une partie du déclin. La tendance annuelle, bien qu'en ralentissement, demeure positive sur l'année (3,4%). Sur le trimestre, l'acquis de croissance suggère un soutien de la consommation à la croissance. Du côté de la politique monétaire, la Banque d'Angleterre opte pour le statu-quo. Elle maintient son taux directeur à 0,75% et son programme d'achats d'actifs inchangé. Le comité de politique monétaire considère toujours qu'une « hausse graduelle et limitée du taux directeur apparaît appropriée pour ramener l'inflation à sa cible » mais insiste sur les incertitudes liées aux négociations du Brexit et aux tensions commerciales, des incertitudes qui, si elles persistaient encore, réduiraient les pressions inflationnistes. Quoiqu'il en soit, la capacité de la Banque d'Angleterre à augmenter ses taux demeure bloquée par les interminables négociations du Brexit. Au niveau politique, la Cour suprême, qui a examiné la légalité de la suspension du parlement au cours des derniers jours, a indiqué qu'elle rendrait son verdict dans le courant de la semaine.

Asie et autres émergents

« Le ralentissement de l'activité s'intensifie »

En **Chine**, la production industrielle continue de nettement baisser à un rythme annuel (GA) de 4,4% en août (après 4,8% en juillet) à son plus bas depuis 2002. Tous les sous-secteurs (minier, manufacturier et service aux collectivités) sont en chute. L'activité industrielle reste sous forte pression en raison des tensions commerciales et d'une faible demande externe. Les risques baissiers sont potentiellement accrus avec la hausse des prix du pétrole à court terme associée à la durée incertaine de

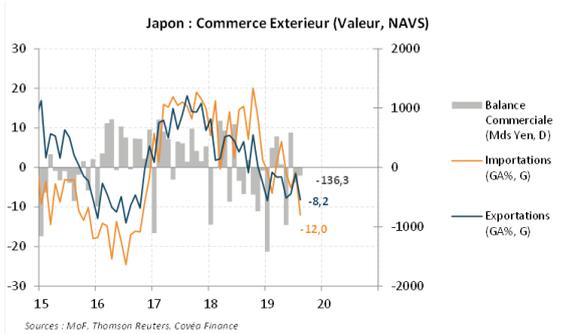


la suspension de la production saoudienne et à plus long terme avec l'incertitude liée à un conflit Iran-Etats-Unis. Les ventes au détail poursuivent leur essoufflement tendanciel, à un rythme annuel de 7,5% en août (après 7,6% en juillet) pénalisées par les ventes automobiles (-8,1%). Cette relative résistance est sujette à question au regard de la dégradation de production manufacturière et du risque de transmission sur la consommation. Enfin, l'investissement s'inscrit aussi en diminution inquiétante à 5,5% en août (après 5,7% en juillet), les faiblesses du secteur manufacturier pèsent, alors que les investissements en infrastructure ne suffisent pas encore à prendre le relais, malgré les émissions obligataires des gouvernements locaux en forte hausse ces derniers mois. Dans ce contexte de détérioration rapide de l'activité, la politique monétaire de la banque centrale (PBoC) a été légèrement plus accommodante pour soutenir l'activité, avec la baisse du nouveau taux directeur (Loan Prime Rate 1 an) de 4,25% à 4,20%. Au regard

Suivi Macroéconomique

de cette baisse modeste, de nouvelles baisses des taux d'intérêt et du ratio des réserves obligatoires devraient intervenir dans les prochains mois.

Au **Japon**, les données du commerce sont mauvaises et les perspectives toujours aussi sombres. Les exportations enregistrent un recul substantiel à -8,2% en rythme annuel (GA) en août (contre -1,6% en juillet). Le rebond du mois dernier s'avère temporaire avec la chute vers l'Asie en août (-10,9%), la Chine (-12%) et les Etats-Unis (-4,4%). Les faiblesses persistent dans les secteurs des cartes à puces (-24%), de la téléphonie (-28%) et des pièces automobiles (-32%). Les exportations sont pénalisées par le ralentissement global (faiblesse de la demande régionale et mondiale), l'appréciation du yen, et les tensions commerciales avec ses principaux partenaires commerciaux, qu'elles soient directes (Corée) ou indirectes (Etats-Unis/Chine). Au regard de ces facteurs, les perspectives ne sont pas favorables. Parallèlement, les importations chutent brutalement de -12% en août (après -1,2% en juillet). Alors que la demande intérieure était jusqu'à présent relativement épargnée, elle semble ne plus résister au ralentissement global. En outre, les risques sur l'activité sont accrus par la hausse de la TVA d'octobre et la hausse récente des prix du pétrole (renchérissant le coût des importations). Le solde commercial ressort en déficit à -131Mds de yen en août (-127 Mds en juillet).



Concernant la politique monétaire, lors de sa précédente réunion (30/08/2019), la Banque du Japon (BoJ) avait précisé qu'elle « n'hésiterait pas à prendre des mesures d'assouplissements additionnels » si les risques baissiers sur l'activité et les prix étaient significatifs, notamment de l'extérieur. Ces risques paraissent aujourd'hui aisément justifiés et confirmés au regard d'un contexte extérieur global nettement dégradé. Les interventions des autres banques centrales (Fed et BCE, respectivement le 12 et 18 septembre) et les derniers chiffres du commerce extérieur japonais offrent une visibilité a priori dégagée. Pourtant, lors de sa réunion de politique monétaire du 19 septembre, la BoJ a laissé sa politique monétaire inchangée. Le communiqué rappelle toutefois les risques baissiers croissants de l'activité économique et des prix, notamment venant de l'extérieur. La BoJ paraît aussi moins à l'aise avec les perspectives d'inflation, mentionnant distinctement la possibilité de perdre la cible de stabilité des prix. A ce titre, l'inflation diminue en août à 0,3% (après 0,5% en juillet) poursuivant son ralentissement depuis 4 mois. Malgré la possibilité de voir une augmentation temporaire et limitée des prix à très court terme du fait de la hausse de la TVA de 8% à 10% au 1^{er} Octobre et de la remontée des prix du pétrole, l'inflation devrait rester faible, loin de la cible de 2% de la BoJ. Ainsi, alors que les effets de l'environnement extérieur (ralentissement mondial, tensions commerciales) ont déjà commencé à se transmettre en interne (forte chute des importations), la BoJ maintient sa vue sur la demande intérieure. Elle mentionne cependant qu'« elle réexaminera les développements économiques et les prix lors de la prochaine réunion ». Dans l'attente de l'évaluation de l'augmentation de la TVA et des risques d'appréciation du yen consécutifs aux mesures d'assouplissement monétaire des principales banques centrales (Fed, BCE, Chine), la BoJ tempore et garde probablement le peu de munitions à sa disposition pour la prochaine réunion du 30/31 octobre. Au prochain comité, les perspectives d'activité et de prix seront mises à jour et vraisemblablement ajustées à la baisse. La BoJ devrait alors assouplir sa politique monétaire, même si ses marges de manœuvre sont limitées et l'efficacité de nouvelles mesures faibles. L'intervention portera probablement sur l'extension de la « forward guidance » à au moins 2021 (contre « au moins autour du printemps 2020 » actuellement). Dans la mesure où la BoJ semble toujours étonnamment confiante sur la résistance de la croissance intérieure, la probabilité de mesures plus accommodantes paraît plus incertaine à court terme, telle la réduction des taux courts et des mesures simultanées accompagnatrices (modification du Loan Support Program) pour éviter de trop pénaliser les banques.

Dans les autres émergents, plusieurs banques centrales ont réduit leur taux directeur dans la lignée de la BCE et la Fed. Le Brésil a baissé son taux directeur (Selic) de 50 points à 5,50%, l'Indonésie de 25 points à 5,25%, Hong-Kong de 25 points à 2,25% et l'Arabie Saoudite de 25 points à 2,50%.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		mars-19	avr.-19	mai-19	juin-19	juil.-19	août-19	sept.-19		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	2,3	0,7	1,8	1,1	0,5	0,4			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	2,8	2,7	2,6	2,7	2,7				
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	153	216	62	178	159	130			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	0,3	-2,3	-1,1	-1,3	0,4				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,2	3,2	3,1	3,2	3,3	3,2			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,9	2,0	1,8	1,7	1,8	1,8			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4427,4	4448,2	4472,7	4472,9	4500,4			
		Taux de chômage (%de la population active)	7,7	7,6	7,6	7,5	7,5			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,4	1,7	1,2	1,2	1,1	1,0		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	93,6	92,4	94,3	93,7	92,1	91,1		
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	4,0	0,6	1,5	3,9	2,4			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-6,0	-5,0	-8,5	-3,5	-5,3			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	2,9	-0,2	-0,5	-0,5	0,8			
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	99,5	99,0	98,8	95,5	96,0	99,4		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	10,6	11,6	12,2	11,6	8,7	9,7		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-2,2	0,4	-0,4	-0,8	0,1			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-0,9	1,0	3,9	-0,1	-0,2			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	6,1	3,2	11,8	2,1	0,3			
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,8	-1,4	-0,7	-1,3	-0,5			
		PMI Manufacturier (Indice)	47,4	49,1	49,7	48,4	48,5	48,7		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	1,7	4,1	6,7	0,6	2,4			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,9	1,7	1,2	1,6	0,8			
		PMI Manufacturier (Indice)	50,9	51,8	50,1	47,9	48,2	48,8		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-3,3	7,3	5,4	3,4	1,5			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	1,4	-1,4	0,5	-0,6	-0,9			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	6,7	5,0	2,3	3,6	3,4	2,6		
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	1,9	2,1	2,0	2,0	2,1	1,7		
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	1,4	2,0	6,1	1,9	1,4		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	0,0	-3,7	-9,6	-3,7	-4,3	-7,6	
			Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-1,4	-0,4	-0,5	0,3	-1,0		
		Chine	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,5	0,9	0,8	0,7	0,6	0,2	
			Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	8,5	5,4	5,0	6,3	4,8	4,4	
Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)			-0,6	0,4	-0,7	-1,0	-0,4	0,6		
	Importations (valeur, NCVS, GA%)	-7,6	4,2	-8,6	-7,3	-5,4	-5,6			
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-3,1	-3,3	8,7	-4,3	-4,5			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,6	4,9	4,7	3,4	3,2	3,4		
	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	1,3	4,7	0,9	3,4	2,9	2,9		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	5,3	5,2	5,1	4,7	4,6	4,3		

20/06/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/18	20/06/19	20/09/19	Variation depuis le 31/12/18 (% ou pbs)*	Variation depuis le 20/06/19 (% ou pbs)*		
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	2,50	2,50	2,00	-0,50	-0,50		
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
		BOE	0,75	0,75	0,75	0,00	0,00		
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00		
		Banque de Corée	1,75	1,75	1,50	-0,25	-0,25		
		Brésil	6,50	6,50	5,50	-1,00	-1,00		
		Russie	7,75	7,50	7,00	-0,75	-0,50		
		Inde	6,50	5,75	5,40	-1,10	-0,35		
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00		
		Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	2,68	2,03	1,72	-0,96	-0,31	
	France OAT		0,71	0,01	-0,22	-0,93	-0,24		
	Allemagne		0,24	-0,32	-0,52	-0,76	-0,20		
	Italie		2,74	2,15	0,92	-1,82	-1,22		
	Royaume-Uni		1,28	0,81	0,63	-0,65	-0,18		
	Japon		0,00	-0,17	-0,21	-0,21	-0,04		
	Corée du Sud		1,96	1,55	1,46	-0,50	-0,09		
	Brésil		9,24	7,83	7,05	-2,18	-0,78		
	Russie	8,52	7,32	6,96	-1,56	-0,35			
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	223,6	235,5	238,3	6,57	1,17		
	Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,15	1,13	1,10	-3,9	-2,5	
Sterling			0,90	0,89	0,88	-1,9	-0,8		
Yen			125,6	121,2	118,8	-5,5	-2,0		
Contre dollar (1\$ = ... devises)		Won	1115	1159	1191	6,8	2,8		
		Real brésilien	3,9	3,9	4,2	7,4	7,6		
		Rouble	69,4	62,9	63,9	-7,9	1,5		
		Roupie indienne	69,7	69,7	71,0	1,9	1,9		
		Yuan	6,9	6,9	7,1	3,2	3,6		
		Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	2507	2954	2992	19,4	1,3
				Japon - Nikkei 300	301	317	329	9,3	3,8
France - CAC 40	4731			5536	5691	20,3	2,8		
Allemagne - DAX	4863			5516	5564	14,4	0,9		
Zone euro - MSCI EMU	108			123	126	16,8	2,4		
Royaume-Uni - FTSE 100	6728			7424	7345	9,2	-1,1		
Corée du Sud - KOSPI	2041			2131	2071	1,5	-2,8		
Brésil - Bovespa	87887			100303	104817	19,3	4,5		
Russie - MICEX	2359			2780	2796	18,6	0,6		
Inde - SENSEX	36068			39602	38015	5,4	-4,0		
Chine - Shanghai	2494			2987	2999	20,3	0,4		
Hong Kong - Hang Seng	25846			28550	26436	2,3	-7,4		
MSCI - BRIC	949		1058	1025	8,0	-3,2			
Euro	S&P (€)					24,2	3,9		
	Nikkei 300 (€)					15,7	6,0		
	FTSE 100 (€)				11,2	-0,3			
Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	375	450	371	-1,1	-17,6		
		Indice CRB**	409	412	386	-5,8	-6,4		
	Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	54	64	64	19,5	-0,3		
	Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1281	1397	1508	17,7	8,0		
		Prix de la tonne de cuivre	5965	5973	5798	-2,8	-2,9		

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

20/06/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.